



PHOTO : FMI

Voir plus loin que la crise

Profitons de l'occasion pour construire un monde meilleur

Kristalina Georgieva

DEPUIS le début de 2020, le monde a changé au point d'en être presque méconnaissable. Pour protéger la santé publique, l'économie mondiale a été mise sur pause. Les magasins et les usines ont fermé, et la liberté de circulation des personnes a été considérablement restreinte.

Aucun pays n'a été épargné par les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la crise provoquée par la COVID-19. Le bilan est tragique, puisque 260 000 personnes sont décédées à ce jour, et des millions ont été infectées. Le FMI prévoit une baisse de l'activité économique mondiale d'une ampleur inédite depuis la crise des années 30. La crise actuelle est véritablement sans précédent.

Malgré ces sombres perspectives, j'ai confiance dans l'avenir. Les crises révèlent souvent ce que nous avons de meilleur en nous, comme j'ai pu le constater dans les pays en guerre ou victimes de catastrophes naturelles.

D'ailleurs, cela se vérifie déjà dans la lutte contre la pandémie, comme le montrent les médecins et les infirmiers du monde entier qui sauvent des vies au péril de la leur. Et la riposte des pouvoirs publics s'intensifie plus que jamais. Pour combattre la pandémie, ils ont combiné des interventions spectaculaires dans le domaine de la santé publique avec des mesures budgétaires dont le montant total

avoisine 8 700 milliards de dollars. Les banques centrales ont procédé à des injections massives de liquidités, et les pays riches ont augmenté leur soutien aux pays pauvres.

En un temps record

Le FMI a réagi en un temps record. Nous avons doublé nos capacités de financement d'urgence à décaissement rapide pour satisfaire une demande que nous estimons à environ 100 milliards de dollars et, à la fin mai, le FMI avait approuvé des concours en faveur de 60 pays, un record. Nous avons également créé une nouvelle ligne de liquidité à court terme et fait en sorte de tripler nos financements concessionnels, avec comme objectif de consacrer 17 milliards de dollars à de nouveaux prêts en faveur du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, qui aide les pays pauvres.

Pour venir en aide aux pays membres vulnérables en allégeant rapidement le service de la dette qu'ils ont contractée à l'égard du FMI, nous avons réformé notre fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes. En collaboration avec la Banque mondiale, nous avons aussi œuvré pour une suspension jusqu'à fin 2020 des remboursements de dette publique bilatérale au profit des pays les plus pauvres.

Tout en prenant des mesures rapides, le FMI n'a cessé de souligner son engagement collectif et son soutien indéfectible à ses pays membres dont la gouvernance doit être renforcée. La corruption détourne des ressources destinées à financer des priorités : santé publique, protection sociale, apprentissage à distance et autres services essentiels. En matière de dépenses, une distorsion des priorités compromettra la reprise et les efforts de longue haleine déployés pour promouvoir une croissance durable et inclusive ou améliorer la productivité et les niveaux de vie. Notre message aux gouvernants est clair : faites tout ce que vous pouvez, mais veillez à garder les traces des dépenses. La responsabilité et la transparence ne doivent pas être reléguées au second plan : concrètement, il faut donc aider les pays à adopter une série de mesures relatives à la gestion des finances publiques et à la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux.

Au plus fort de la crise, les gouvernements se sont à juste titre essentiellement consacrés à sauver des vies et préserver les moyens de subsistance. Là où le nombre de nouveaux cas et de décès recule, les pouvoirs publics étudient le meilleur scénario pour rouvrir l'économie de manière responsable. Dans les pays en développement où de nombreux ménages vivent au jour le jour, des mesures de confinement prolongées ne sont peut-être pas tenables, et il faut réfléchir à une réouverture en toute sécurité compte tenu des capacités plus limitées des services de soins.

Dans la phase initiale, au moins, la reprise sera très particulière, car l'incertitude demeure concernant l'évolution du virus, les vaccins éventuels et les traitements, ce qui pourrait modérer le rebond de l'investissement et de la

consommation, surtout si les taux d'infection remontent avec la levée des mesures d'endiguement.

La reprise aura tout de même quelques points en commun avec des épisodes antérieurs : les pays dont les fondamentaux macroéconomiques, la cohésion sociale et les filets de protection sont plus solides devraient se relever plus vite et plus forts. Les facteurs de vulnérabilité existants comme le niveau élevé de la dette souveraine, le mauvais bilan des entreprises, des ménages et des banques et une moindre crédibilité des politiques économiques gêneront la reprise. Les gouvernements devront relever le défi de supprimer progressivement les mesures liées à la crise. Et la coopération mondiale — par l'intermédiaire des institutions internationales — sera plus que jamais essentielle pour coordonner les actions, échanger les données, protéger les chaînes d'approvisionnement et soutenir les pays vulnérables.

Une reprise verte

L'arrêt presque total de l'économie peut être cependant l'occasion d'utiliser les politiques pour redéfinir nos modes de vie et construire un monde **plus vert, plus intelligent et plus juste**.

Plus vert. La crise sanitaire actuelle nous rappelle la vulnérabilité de chacun de nous face à l'incroyable puissance de la nature. Pourtant, tout comme ils nous avaient alertés sur le risque de pandémie (ce « cygne noir »), les scientifiques nous ont également prévenus des conséquences terribles de l'évolution catastrophique du climat. Nous ne pouvons pas revenir en arrière, avant la COVID-19, mais nous pouvons investir dans la réduction des émissions et l'adaptation à nos nouvelles conditions environnementales.

Une fois les économies stabilisées, nous aurons la possibilité de les réorienter en donnant la priorité à la durabilité et la résilience, en même temps qu'à l'efficacité et la rentabilité. Opter pour les bonnes politiques aidera à affecter des ressources aux investissements en faveur des biens publics : propreté de l'air, protection contre les inondations, infrastructures résilientes, énergies renouvelables, etc. En attendant, la baisse des prix des produits de base peut dégager la marge de manœuvre budgétaire voulue pour supprimer peu à peu les subventions aux carburants régressives, qui accroissent les émissions de carbone. Le bénéfice serait considérable : rien que dans le secteur de l'énergie, la transition vers le bas carbone nécessiterait 2 300 milliards de dollars d'investissements par an pendant une décennie et générerait de la croissance et des emplois pendant la phase de reprise.

Plus intelligent. Bon nombre d'entre nous ont dû télétravailler et se servir des technologies pour rester productifs. Nous avons moins voyagé, consommé moins de ressources et introduit des processus opérationnels plus souples. Alors que les écoles, les entreprises et les institutions officialiseront sans doute certains des modes de travail plus intelligents qui ont démontré leur efficacité, la crise a clairement

montré qu'il était important d'investir dans une infrastructure numérique et des cadres d'action solides.

En 2018, le Groupe de la Banque mondiale et le FMI ont lancé le Programme Fintech de Bali pour aider les pays à récolter les bénéfices des avancées rapides dans le domaine des technologies financières, tout en gérant les risques qu'elles comportent. Nous accélérons nos travaux avec les pays membres afin d'amplifier la transformation numérique pour que les avantages qui y sont liés soient partagés encore plus largement. Bien gérées, les technologies financières peuvent contribuer à l'inclusion financière de 1,7 milliard de personnes non bancarisées dans les pays en développement.

Plus juste. Les travaux du FMI ont également montré que la baisse des inégalités de revenu allait de pair avec une croissance plus vigoureuse et durable ; or les nombreuses disparités sociales se sont accentuées pendant le Grand Confinement. Ainsi, les travailleurs informels des secteurs non réglementés ou en dehors du système fiscal ont deux fois plus de probabilités de faire partie des ménages pauvres. Ils ne peuvent généralement prétendre ni à l'assurance maladie, ni aux indemnités de chômage, et leur accès aux prestations de santé est souvent précaire.

Comme les gouvernements augmentent les dépenses pour soutenir la population, les entreprises et les collectivités, une occasion se présente de construire des sociétés et des économies plus justes en investissant dans l'humain. Il faut pour cela dépenser plus et mieux en faveur des écoles, de la formation et du recyclage professionnel ; mais aussi développer des programmes sociaux bien ciblés pour atteindre les plus vulnérables ; et autonomiser les femmes en réduisant les discriminations sur le marché du travail. Ces investissements devront être financés par une fiscalité plus équitable, compte tenu, en particulier, de l'élévation des niveaux de dette publique liée à la crise.

Un nouvel esprit de solidarité

À grande échelle et plus modestement, nous nous entraînons. Les membres des services du FMI ont permis que des milliards de dollars soient décaissés pour soutenir les populations les plus vulnérables du globe. Ils ont aussi préparé des repas pour les personnes fragiles de notre communauté et se sont occupés de leurs voisins malades.

Cette solidarité me remplit d'espoir pour l'avenir. Le FMI a déjà montré ce dont il était capable en tant que premier interlocuteur économique pendant la crise. Nous entrons dans une nouvelle phase, et je suis déterminée à ce que nous soutenions nos pays membres de toutes les manières possibles : conseils pour la formulation des politiques économiques, financements et renforcement des capacités. Ensemble, nous saisissons cette chance de bâtir un monde meilleur. **FD**

KRISTALINA GEORGIEVA est la Directrice générale du FMI.